

Contre Attaque Page d'Histoire La commune de ParisIL Y A 155 ANS : LA COMMUNE DE PARIS

C'était le 18 mars 1871, il y a 155 ans jour pour jour : le début de la Commune de Paris, l'un des épisodes révolutionnaires les plus marquants de l'histoire, qui nous inspire encore aujourd'hui.

Durant 72 jours, cette insurrection parisienne, rejointe par de nombreuses personnalités venues de toute la France et de pays étrangers, invente un monde nouveau, une société plus juste et plus égalitaire. Histoire.

C'est une guerre qui va conduire au soulèvement. Depuis deux décennies, un pouvoir impérial écrase la France : celui de Napoléon III. En fin de règne, il attise le militarisme et crée une escalade vers un conflit contre la Prusse, afin de détourner la colère sociale qui ne cesse de gronder. La Prusse le lui rend bien : elle est dirigée par un autre militaire, Otto Von Bismarck, et ce dernier cherche une guerre contre la France pour unifier le peuple allemand contre un ennemi commun. Le conflit finit par éclater en juillet 1870, et il vire au fiasco : les troupes françaises sont rapidement mises en déroute, l'empereur est même capturé. En septembre, Paris est encerclée, la France capitule, l'Empire s'effondre, la République est proclamée.

Cette nouvelle République est dirigée par Adolphe Thiers, chef du gouvernement provisoire. Un bourgeois réactionnaire, qui se méfie de la population parisienne. Cette dernière se sent trahie par la reddition contre la Prusse, elle est affamée, en colère. Et surtout, elle a montré ses capacités à se révolter et faire trembler les puissants à d'innombrables reprises durant les décennies précédentes. Durant tout le siècle, Paris est considérée comme la capitale des révolutions. Pour éviter un embrasement, Thiers demande donc, dans la nuit du 17 au 18 mars 1871, de désarmer Paris en reprenant les canons qui s'y trouvent. Pas question de rejouer la Révolution de 1789, durant laquelle les sans-culottes parisiens assiégeaient et menaçaient, armes en mains, les députés.

Ces canons sont entreposés sur les hauteurs de Ménilmontant, Belleville, les Buttes Chaumont et sur la butte Montmartre. Ils

ont été payés par les parisiens grâce à des souscriptions populaires pendant la guerre et le siège, et sont stockés dans des faubourgs ouvriers. Ces armes sont contrôlées par la Garde nationale, une force armée locale composée essentiellement de parisiens, organisée en quartier et élisant ses officiers.

Le 18 mars 1871 au matin, c'est donc cette étincelle qui déclenche la Commune. À Montmartre, le peuple de Paris empêche les soldats envoyés par Adolphe Thiers de récupérer des canons qui devaient défendre leur ville. Et c'est là qu'un miracle se produit : les officiers ordonnent de fusiller les contestataires, la troupe ne tire pas. Les soldats abaissent leurs fusils et fraternisent avec la foule. Deux généraux qui s'apprêtaient à commettre un massacre sont emprisonnés et fusillés. Plusieurs quartiers se révoltent, un comité central s'installe à l'Hôtel de ville à la nuit tombée. Le pouvoir est renversé sans effusion de sang. Le drapeau rouge flotte sur le bâtiment. Le gouvernement bourgeois s'enfuit de Paris et fait comme les rois d'antan : il se réfugie à Versailles, fief des riches, à l'écart de la grande ville tumultueuse. Une caricature de lutte des classes.

La Commune ne durera que jusqu'à la fin du mois de mai, mais va marquer l'histoire. Les possédants du monde entier assistent terrifiés à cette Commune qui abolit la conscription militaire et l'armée de métier, annule les loyers impayés, punit les spéculateurs, mais aussi sépare les églises de l'État, supprime le budget des cultes, plafonne les salaires, décrète la journée de travail de 10 heures – à une époque où elles étaient bien plus longues – interdit le travail de nuit des boulangers et les retenues sur salaire, impose l'élection et la révocabilité des contremaîtres, la réquisition des ateliers abandonnés – qui sont confiés aux travailleurs –, organise l'instruction gratuite et laïque... La Commune réquisitionne aussi les logements vides pour héberger les sans-logis, met en place l'égalité salariale hommes-femmes, reconnaît les unions libres. En quelques semaines seulement, ce sont des bonds de géant qui sont réalisés, des avancées sociales et politiques majeures dont nous sommes encore héritiers et héritières.

Le 26 mars, en pleine effervescence, l'écrivain Jules Vallès témoigne dans *Le Cri du Peuple* : «Quelle journée ! Ce soleil

tiède et clair qui dore la gueule des canons, cette odeur de bouquets, le frisson des drapeaux, le murmure de cette révolution qui passe, tranquille et belle comme une rivière bleue [...] Il y a là de quoi griser d'orgueil et de joie l'armée victorieuse des républicains».

Les femmes montent en première ligne des combats, s'organisent, s'arment, arrachent des victoires et créent des clubs féministes comme l'Union des femmes. La réaction déteste par dessus tout ces femmes émancipées qui prennent part aux combats et luttent haut et fort. La presse de droite va créer une figure repoussoir pour diaboliser le mouvement féministe : la «pétroleuse», une femme du peuple, révolutionnaire, qui verse de l'essence sur les bâtiments pour les enflammer.

La barbarie du gouvernement et de la bourgeoisie sera à la hauteur de l'audace et du courage de la Commune. Il s'agit d'une vengeance d'État. Le 21 mai, un traître, un indicateur de police appelé Ducatel donne le signal à l'armée des Versaillais pour pénétrer dans Paris par une entrée qui n'était pas gardée. La Garde Nationale, qui protégeait la ville, est épuisée par le siège et les bombardements, et se jette dans son ultime bataille. La Semaine Sanglante commence. Face aux 130.000 soldats versaillais déployés pour reprendre la ville, entre 25.000 et 30.000 communards et communardes vont essayer de résister. L'armée versaillaise va progresser de l'Ouest vers l'Est, des quartiers les plus riches et les plus à droite vers les quartiers ouvriers.

La ville se couvre de barricades. On défend son quartier, son arrondissement, sa rue. À la tête d'une centaine de femmes, Louise Michel et Elizabeth Dmitrieff prennent position dans le 18ème arrondissement, derrière les barricades. Le 23 mai, le quartier de Montmartre tombe. Les Versaillais massacrent hommes, femmes et enfants, combattants et habitants désarmés. L'objectif est «d'épurer» la population en exterminant le Paris populaire. Le lendemain, les Versaillais poursuivent leurs massacres. La nuit s'illumine de rouge : l'Hôtel de Ville, la Préfecture, le Palais de Justice, les Tuileries, le Palais Royal, la Porte Saint Martin et l'église St Eustache brûlent. Les lieux de pouvoir sont incendiés. Les jours suivants, on fusille dans les parcs, les casernes, les cours... Les Versaillais tuent par

centaines, parfois même à la mitrailleuse. Les blessés sont sortis des ambulances et assassinés.

Le 27 mai, dans l'Est de Paris, les Versaillais tirent sur la porte du cimetière du Père Lachaise au canon. À l'intérieur, 200 fédérés se battent jusqu'à la mort entre les tombes. 147 communards sont fusillés au mur des Fédérés, dans le cimetière. Tout est perdu. Le 28 mai, Les derniers combats ont lieu à Belleville. La dernière barricade tombe.

Cette répression militaire va faire entre 20 et 30.000 morts en seulement une semaine. C'est le plus grand massacre de l'histoire de Paris intra-muros. Parmi les victimes, le petit peuple parisien mais aussi des révolutionnaires étrangers venus soutenir le soulèvement. 46.835 personnes sont faites prisonnières, et des milliers sont déportées dans des bagnes à l'autre bout du monde. Des dizaines de milliers de dénonciations anonymes sont recensées. Le gouvernement réactionnaire fera construire l'église du Sacré Cœur pour «expier les crimes de la Commune». Un nouveau lieu de culte bâti sur le sang des révolutionnaires. Il fallait terroriser et effacer cette Commune qui avait visé directement les lieux et les symboles du pouvoir. Par exemple, elle a perquisitionné puis démolit la maison d'Adolphe Thiers ou déboulonné la colonne Vendôme, symbole du militarisme de Napoléon et de sa barbarie.

Mais cette flamme qu'on a voulu étouffer brûle pour toujours. Le spectre de la Commune ressurgit à chaque révolte, à chaque soulèvement, de la Commune de Nantes en Mai 68 aux ZAD, de Seattle au Rojava, des Gilets Jaunes au Chiapas.

Début 2018, Macron organisait une cérémonie luxueuse à Versailles. Et pour justifier ce symbole monarchiste, il avait répondu : «Versailles, c'est là où la république s'était retranchée quand elle était menacée». Une référence au gouvernement d'Adolphe Thiers, qui s'était installé à Versailles avant d'aller massacrer la Commune de Paris. Voilà la République de Macron. Celle des riches, des flics, des réactionnaires, de la haine des pauvres.

Aujourd'hui encore, ces paroles de la chanson de Jean-Baptiste Clément sur la Commune résonnent : «Et gare ! à la revanche. Quand tous les pauvres s'y mettront. Quand tous les pauvres s'y mettront».